

UNIVERSITÉ MARIE ET LOUIS PASTEUR

Installation d'un ascenseur intérieur au SJEPEG Bâtiment Fourier



DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

LOT 08 – ÉLÉVATEUR P.M.R.

C.C.T.P.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Maître d'ouvrage : Université Marie et Louis Pasteur
1, Rue Claude Goudimel
25030 BESANÇON CEDEX

UNIVERSITÉ
MARIE & LOUIS
PASTEUR

Architecte : BLONDEAU ARCHITECTURE
30, Avenue Villarceau
25000 BESANÇON

BLONDEAU |
Architecture

Bureau d'études : BLONDEAU INGÉNIERIE
30, Avenue Villarceau
25000 BESANÇON

 **BLONDEAU**
ingénierie
le savoir faire de l'ingénieur

Bureau de contrôle : SOCOTEC
Parc d'activités Lafayette
4, Rue du Colonel Maurin
25000 BESANÇON


SOCOTEC

SOMMAIRE

| | | |
|------------|---|-----------|
| 1 - | GENERALITES..... | 3 |
| 1.1 | OBJET DU MARCHE | 3 |
| 1.1.1 | Caractéristiques du site..... | 3 |
| 1.1.2 | Classement de l'établissement au sens de la réglementation incendie | 3 |
| 1.1.3 | Décomposition des travaux | 3 |
| 1.1.4 | Etudes d'exécution des ouvrages | 3 |
| 1.1.5 | Accès au chantier | 3 |
| 1.2 | OBJET DU C.C.T.P. | 3 |
| 1.3 | CARACTERE DES OBLIGATIONS DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE..... | 4 |
| 1.4 | TERMINOLOGIE | 4 |
| 1.5 | DOCUMENTS A FOURNIR | 4 |
| 2 - | DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RENOVATION | 5 |
| 2.1 | CONNAISSANCE DES LIEUX | 5 |
| 2.2 | PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS | 5 |
| 2.3 | MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS | 5 |
| 2.4 | NETTOYAGES..... | 5 |
| 2.5 | TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION | 6 |
| 2.6 | MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION..... | 6 |
| 2.7 | NUISANCES DE CHANTIER | 6 |
| 2.8 | REMISE EN ETAT DES LIEUX..... | 7 |
| 2.9 | DIMENSIONS DES EXISTANTS | 7 |
| 3 - | PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES | 8 |
| 3.1 | REGLEMENTATION..... | 8 |
| 3.1.1 | Règles d'exécution – DTU – Normes | 8 |
| 3.1.2 | La Directive Ascenseurs..... | 10 |
| 3.1.3 | L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite | 10 |
| 3.1.4 | L'isolation acoustique..... | 11 |
| 3.2 | CONSISTANCE DE LA PRESTATION..... | 11 |
| 3.2.1 | Travaux faisant partie du lot..... | 11 |
| 3.2.2 | Travaux ne faisant pas partie du lot..... | 11 |
| 3.3 | DESSINS D'EXECUTION..... | 11 |
| 3.4 | DEFINITION DU MATERIEL PROPOSE | 12 |
| 3.5 | QUALITE DES MATERIELS | 12 |
| 3.6 | PROTECTION DU MATERIEL | 12 |
| 3.6.1 | Protection contre la corrosion..... | 12 |
| 3.6.2 | Protection contre les inductions | 12 |
| 3.7 | CONTROLE DES TRAVAUX..... | 12 |
| 3.8 | ESSAIS..... | 13 |
| 3.9 | DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DE TRAVAUX | 13 |
| 3.10 | MISE EN SERVICE..... | 13 |
| 3.11 | GARANTIE - ENTRETIEN | 13 |
| 4 - | DESCRIPTION DES OUVRAGES PAR ARTICLES | 14 |
| 4.1 | FOURNITURE ET POSE D'UN ELEVATEUR MONTE ESCALIERS | 14 |
| 4.1.1 | Caractéristiques principales du BCSP..... | 14 |
| 4.1.2 | CONTRAT D'ENTRETIEN | 14 |
| 4.1.3 | PROTECTIONS DES OUVRAGES..... | 15 |
| 4.1.4 | NETTOYAGE GENERAL | 15 |

1 - GENERALITES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent document a pour objet la définition des ouvrages et fournitures constituant le lot :

08 – ELEVATEUR P.M.R.

du projet de : **Installation d'un Ascenseur intérieur au SJEPEG – Bâtiment Fourier**

**Université de Franche-Comté
45D, Avenue de l'Observatoire
25030 Besançon Cedex**

1.1.1 Caractéristiques du site

| | |
|-----------------|-------------------|
| Altitude : | 250 m NGF environ |
| Mise hors gel : | 0.85m |
| Neige : | zone B1 |
| Vent : | région 1 |
| Zone sismique : | 3 modéré |

1.1.2 Classement de l'établissement au sens de la réglementation incendie

Classement de l'établissement (au sens de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie dans les Etablissements Recevant le Public) :

ERP de 2ème catégorie, des types R– ENSEIGNEMENT et W - BUREAUX

1.1.3 Décomposition des travaux

Les travaux seront exécutés en une phase.

1.1.4 Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entreprises et soumis au visa du Maître d'Œuvre.

1.1.5 Accès au chantier

L'accès au site se fera par l'avenue de l'Observatoire.

1.2 OBJET DU C.C.T.P.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet :

- d'une part : de faire connaître les directives générales qui guideront la réalisation du projet,
- d'autre part : de décrire les travaux du présent lot et de fournir à l'opérateur économique les renseignements lui permettant de calculer les prix de son offre en tenant compte de toutes les fournitures, de la main d'œuvre, et des dépenses annexes nécessaires pour livrer un travail complet conforme aux règles de l'art.

1.3 CARACTERE DES OBLIGATIONS DE L'OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE

Les documents écrits et graphiques établis par le concepteur ont pour but de renseigner l'opérateur économique sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter.

Les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif.

L'opérateur économique doit, comme étant compris dans son prix, sans exception, ni réserve, tous les ouvrages indispensables à la réalisation, et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit, au sens habituel des règles de l'art.

1.4 TERMINOLOGIE

Dans le présent document, les termes « Entrepreneur » et « Entreprise » désignent les futurs attributaires.

1.5 DOCUMENTS A FOURNIR

L'entrepreneur du présent lot aura à effectuer le collationnement et la synthèse des plans de réservation.

En fin de chantier, l'entrepreneur remettra un dossier complet des ouvrages exécutés (DOE) dans les délais et conditions indiqués au CCAP.

2 - DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX TRAVAUX DE RENOVATION

2.1 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et leurs principes constructifs
- Les contraintes relatives aux constructions voisines
- Les modalités d'accès à la voirie
- Les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public
- La nature des matériaux constituant les existants
- La nature et la constitution des structures porteuses
- En général, sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût

2.2 PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place.

Lors des travaux de démolition ou autres, dégageant des poussières, l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, etc., et par emploi d'aspirateurs si nécessaire.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

2.3 MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS

Les abords des bâtiments et plus particulièrement les espaces plantés devront être sauvegardés en leur état. Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

2.4 NETTOYAGES

Les déchets de chantier de bâtiment devront être gérés et traités par les entrepreneurs dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment à la loi n°92-646 du 13 juillet 1992, modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux.

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de l'entreprise.

En cas de non-respect par l'entrepreneur des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

2.5 TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

2.6 MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

2.7 NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, avec ses décrets et arrêtés d'application, relative à la lutte contre le bruit.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier
- Les poussières générées
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier
- Les salissures des voies publiques.

2.8 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'entreprise titulaire du présent lot enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

2.9 DIMENSIONS DES EXISTANTS

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des cotes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de cotes qui lui sont nécessaires.

3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

3.1 REGLEMENTATION

3.1.1 Règles d'exécution – DTU – Normes

Les fournitures et travaux du présent lot seront conformes aux normes et règlements en vigueur y compris les annexes, au moment de leur dernière mise à jour, notamment :

La norme EN81-70 définit les conditions d'accessibilité aux ascenseurs pour tous les usagers y compris les personnes avec handicap.

Les ascenseurs du projet seront réalisés conformément aux exigences de cette norme.

ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES

La norme EN81-70 définit les conditions d'accessibilité aux ascenseurs pour tous les usagers y compris les personnes avec handicap. Les ascenseurs du projet seront réalisés conformément aux exigences de cette norme.

MATERIAUX ET PROCEDES TRADITIONNELS

Les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer un rabais proportionnel.

MATERIAUX ET PROCEDES TRADITIONNELS

Les matériaux et procédés traditionnels, en cas de non-conformité aux règles précédentes, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit soit de faire recommencer les travaux, soit d'appliquer un rabais proportionnel.

MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

Les matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels ne pourront être admis que s'ils font l'objet

MATERIAUX ET PROCEDES NON TRADITIONNELS

Les matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels ne pourront être admis que s'ils font l'objet- soit d'un Avis Technique favorable de la Commission du C.S.T.B.- soit d'une enquête technique favorable par un Contrôleur Technique agréé.

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels fera l'objet d'un accord exprès entre le maître de l'ouvrage et l'entreprise.

- soit d'un Avis Technique favorable de la Commission du C.S.T.B.

- soit d'une enquête technique favorable par un Contrôleur Technique agréé.

L'emploi de matériaux, procédés, éléments ou équipements non traditionnels fera l'objet d'un accord exprès entre le maître de l'ouvrage et l'entreprise.

ETUDE TECHNIQUE L'entrepreneur fournira à l'appui de son offre une description détaillée du matériel qu'il se propose de mettre en oeuvre, ainsi que les plans de principe de ses installations.

ETUDE TECHNIQUE L'entrepreneur fournira à l'appui de son offre une description détaillée du matériel qu'il se propose de mettre en oeuvre, ainsi que les plans de principe de ses installations. L'étude sera soumise à l'approbation du bureau de contrôle. L'entrepreneur du présent corps d'état devra fournir dès le commencement d'exécution des travaux, tous les plans nécessaires pour la coordination avec les autres corps

d'état et plus particulièrement avec les entreprises des corps d'état GROS-OEUVRE et ELECTRICITE. Il vérifiera et apportera son aide au maçon pour le tracé de la dalle en machinerie avec réservations nécessaires. L'étude sera soumise à l'approbation du bureau de contrôle. L'entrepreneur du présent corps d'état devra fournir dès le commencement d'exécution des travaux, tous les plans nécessaires pour la coordination avec les autres corps d'état et plus particulièrement avec les entreprises des corps d'état GROS-OEUVRE et ELECTRICITE. Il vérifiera et apportera son aide au maçon pour le tracé de la dalle en machinerie avec réservations nécessaires.

- DTU 75.1 : Principe d'établissement du programme d'ascenseur dans les bâtiments à usage d'habitation d'octobre 1978 et erratum de février 1979

- NF P 82 207 : Dispositifs d'appel prioritaire pour les sapeurs pompiers d'avril 1976

- NF P 82 208 : Ascenseurs et monte charge : installation d'ascenseurs, partie 1 : ascenseurs des classes I, II et III de Juillet 1991

- NF P 82-751

- NF EN 81-1 et NF EN 81-2 (réf NF P 82-210 et NF P 82-310) de novembre 1998 – règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs – Partie 1 : ascenseurs électriques – Partie 2 : ascenseurs hydrauliques

- Directive européenne 95/16/CE du 29 Juin 1995

- Décret N°2000-810 du 24 Août 2000 : Mise sur le marché des ascenseurs/Réglementation sécurité : les ascenseurs et les composants de sécurité mis sur le marché doivent faire l'objet de l'une des procédures d'évaluation de conformité prévue dans le décret, porter le marquage « CE » et être accompagnés d'une déclaration de conformité.

- NF P 82-212 : Ascenseurs et monte charge : règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs électriques de septembre 1997 – dispositions applicables dans le cas de transformations importantes

- NF P 82 – 312 Ascenseurs et monte charge : règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs hydrauliques de septembre 1997 – dispositions applicables dans le cas de transformations importantes.

- NF P ISOL 4190/5 (réf NF P 82 214) : Dispositifs de commande et de signalisation et accessoires complémentaires d'août 1988

- NF P 82- 222 : Appareils élévateurs verticaux pour personnes à mobilité réduite – règles de sécurité pour la construction et l'installation de novembre 1996

- NF P 82 – 251: Guides de cabine et de contrepoids de juillet 1983

- NF C 15 100 : Eclairage gaine et éclairage secours en cabine

- Arrêté du 31 Janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation

- Décret n°65-48 du 8 janvier 1965 concernant les mesures de protection et de salubrité complété par décret n°81-9989 du 30 octobre 1981, modifié par le décret n°92-767 du 29 Juillet 1992, par le décret n°93-41 du 11 Janvier 1993, le décret n°94-1217 du 29 décembre 94, et le décret n°95-608 du 6 Mai 95.

- Jurisprudence QUALITEL concernant les ascenseurs

- l'ensemble des règles et normes en vigueur à la date du dépôt du permis de construire concernant l'accessibilité aux personnes à mobilité des bâtiments d'habitations collectifs et des maisons individuelles

3.1.2 La Directive Ascenseurs

Les ouvrages seront exécutés conformément aux Règlements en vigueur, à savoir la Directive européenne 95/16/CE transposée en droit français par décret 2000-810 du 24 août 2000.

Les Entreprises soumissionnaires devront justifier d'un système d'assurance qualité production conformément à l'Annexe 14 module D ou assurance qualité complète conformément à l'annexe 13 module H

3.1.3 L'accessibilité aux personnes à mobilité réduite

Les ascenseurs prévus dans ce bâtiment sont destinés au déplacement de personnes à mobilité réduite et seront réalisés conformément à toutes les exigences de la norme EN81-70, qui définit l'accessibilité aux ascenseurs pour tous les usagers y compris les personnes avec handicap.

En particulier il sera prévu :

- Aux paliers

- Une signalisation sonore – un son pour la montée, 2 sons pour la descente – et lumineuse du prochain sens de déplacement
- L'enregistrement de l'appel confirmé par signalisation sonore et lumineuse

- En cabine

- Le tableau de commande en cabine doit comporter
 - 1 bouton pour chaque étage
 - 1 bouton d'alarme jaune avec symbole en forme de cloche
 - le bouton du niveau de sortie doit être clairement reconnaissable ; il sera de couleur verte, faisant saillie de 5 mm par rapport aux autres boutons
 - l'enregistrement des appels doit être confirmé par signalisation sonore et lumineuse
- Une synthèse vocale - à l'arrêt de la cabine, une voix doit indiquer la position de la cabine et les mouvements des portes
- Une main courante à extrémités arrondies, situées à 900 mm \pm 25 du sol
- Un détecteur sensible assurant la sécurité des passagers entrant et sortant, couvrant les 2/3 au moins de la hauteur de la porte à partir de 25 mm au-dessus du seuil.
- La hauteur des commandes doit être au plus fixée à 1,30m du sol, et celles-ci doivent être situées sur le côté de la cabine

- Les symboles sur les boutons de commande doivent être en saillie, contrastés par rapport à l'arrière plan.

Le marquage des boutons d'étage sera réalisé comme suit : ...-2, -1, 0, 1, 2...

- La précision d'arrêt de la cabine doit être de \pm 10 mm.

- Toutes les commandes extérieures ou intérieures à la cabine doivent être placées à une distance d'au moins 0,40 m de tout angle des circulations communes et de la cabine.

- La fermeture automatique des portes de la cabine d'ascenseur ne doit pas se produire avant un temps d'attente au moins égal à 6 secondes après leur ouverture complète.

3.1.4 L'isolation acoustique

La conception du bâtiment est telle que le niveau de bruit LnAT, engendré par le fonctionnement de l'ascenseur dans les bureaux, ne dépasse pas 30 dB(A).

En vue de l'obtention de ces résultats, l'entreprise s'engage à exécuter tous travaux nécessaires au respect de ces objectifs.

Enfin, l'ensemble des équipements, treuil, moteur, poulies (y compris poulie de renvoi ou de déflexion), et l'armoire électrique seront mis en œuvre avec des dispositifs antivibratils.

3.2 CONSISTANCE DE LA PRESTATION

3.2.1 Travaux faisant partie du lot

Les travaux relatifs au présent lot comprennent l'ensemble des ouvrages d'installation d'ascenseurs, à savoir :

- L'installation et mise en place d'un élévateur PMR
- La fourniture, le transport, le déchargement, le stockage et la distribution sur le chantier, le montage, le raccordement ainsi que le réglage de tous les appareils, organes et accessoires nécessaires au bon fonctionnement des installations définies dans le présent document.
- Les échafaudages et agrès nécessaires à l'exécution des travaux,
- Les dispositifs de protection des ouvrages contre toutes les dégradations,
- Les dispositions de sécurité et d'hygiène inhérentes au personnel,
- Les fourreaux, fixations et ouvrages annexes nécessités par l'installation,
- La ventilation haute de la gaine,
- Les plans, schémas électriques, notices de montage et d'entretien,
- Les contrôles et essais des installations y compris frais correspondants.

3.2.2 Travaux ne faisant pas partie du lot

- La réalisation de la gaine,
- Les trous, scellements, réservations et calfeutrements
- L'alimentation électrique, puissance et lumière, au niveau des coffrets de manœuvre ; il est mis à la disposition de l'entreprise du présent lot, un câble électrique calculé en fonction des informations données par le présent lot.
- Les lignes téléphoniques obligatoires raccordées au réseau commuté pour assurer la communication bidirectionnelle avec le centre de sécurité de l'installateur
- Les mises en peinture des locaux techniques

3.3 DESSINS D'EXECUTION

Pour tous les ouvrages, l'Entrepreneur devra établir, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'états.

Ces dessins devront préciser les emplacements et dimensions de ses ouvrages, les axes et les dimensions des trous et feuillures éventuelles à réserver.

Ils seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant l'exécution des ouvrages, dans un délai compatible avec le planning d'exécution.

3.4 DEFINITION DU MATERIEL PROPOSE

La proposition de l'Entreprise sera considérée comme étant conforme au CCTP.

Toutefois, l'Entreprise fournira un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande etc... décoration, accessoires), quelques divergences pouvant apparaître avec le CCTP, en raison du caractère propre des fabrications de chaque constructeur.

3.5 QUALITE DES MATERIELS

Toutes les fournitures, matériels, appareillages, etc..., seront neufs et de bonne qualité. Ils devront être conformes à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, au point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Il appartient à l'Entreprise qui demeure seule responsable des travaux, de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le Maître de l'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité de l'Entrepreneur.

3.6 PROTECTION DU MATERIEL

3.6.1 Protection contre la corrosion

- Les pièces métalliques susceptibles d'être attaquées, seront soit cadmiées et passivées, soit zinguées à chaud,
- Les châssis métalliques supportant l'appareillage seront sablés, métallisés au zinc ou zingués à chaud, puis recouverts d'une couche de peinture antirouille.
- Les éventuelles détériorations de la protection seront remises en état après montage.

3.6.2 Protection contre les inductions

Les équipements et les liaisons seront protégés contre les signaux parasites :

- en utilisant des câbles avec écran relié à la terre pour les circuits d'alarmes, de sécurité et de téléphone,
- en reliant les appareils au même point de masse,
- en éloignant les circuits de contrôle des circuits de puissance.

3.7 CONTROLE DES TRAVAUX

Avant l'installation de son matériel sur le site, le titulaire du présent lot réceptionnera les ouvrages exécutés lot Electricité et fera le cas échéant toutes les remarques et réserves nécessaires à une réalisation en conformité avec ses plans d'exécution.

Le titulaire du présent lot obtiendra en particulier avant son intervention :

- l'alimentation électrique fournie au dernier niveau haut
- une zone de stockage réservée au niveau rez-de-chaussée bas (10 m²)
- une ligne téléphonique pour assurer la communication bidirectionnelle

Au cours du chantier, à intervalles réguliers ou autant que nécessaire, le Maître d'Oeuvre procédera à des opérations de contrôle portant sur la qualité des matériels et leur mise en oeuvre.

Les équipements construits en dehors du chantier seront soumis tant en usine ou atelier qu'après montage à une série de contrôles destinés à juger de la qualité de leur réalisation, des commodités de montage et de maintenance, ainsi que de leurs aptitudes à assurer le service auquel ils sont destinés.

3.8 ESSAIS

Après achèvement complet des travaux, il sera procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences de la Directive.

Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge de l'Entreprise qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'Œuvre nécessaires (le matériel d'essai restant sa propriété).

3.9 DOCUMENTS A REMETTRE EN FIN DE TRAVAUX

Conformément aux exigences de la directive Ascenseurs, il sera remis au Maître de l'Ouvrage une documentation technique comportant au minimum les documents suivants :

- Déclaration de conformité
- Caractéristiques
- Registre
- Plans de l'appareil à l'intérieur de l'immeuble
- Schémas électriques des circuits de sécurité et du circuit de puissance
- Liste des composants de sécurité
- Caractéristiques de base des câbles
- Instructions générales de maintenance pour les composants de sécurité
- Instructions de maintenance pour composants de sécurité
- Instructions d'utilisation normale de l'appareil
- Instructions pour les opérations de secours

3.10 MISE EN SERVICE

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de l'installation.

Pendant cette période, l'Entreprise doit procéder aux réglages définitifs et informer le personnel d'exploitation des modalités de mise en route, de conduite et d'arrêt des installations, en liaison avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

3.11 GARANTIE - ENTRETIEN

L'Entreprise chargée des travaux exercera une garantie pendant les 12 mois qui suivront celui de la mise en service contre tout vice, quelle qu'en soit la nature, apparent ou non et ce dans le cadre du parfait achèvement. Elle assurera gratuitement l'entretien pendant cette période.

L'Entreprise sera ensuite responsable dans les conditions prévues au contrat d'entretien qu'elle devra proposer en même temps que son offre.

4 - DESCRIPTION DES OUVRAGES PAR ARTICLES

4.1 FOURNITURE ET POSE D'UN ELEVATEUR MONTE ESCALIERS

Fourniture et mise en service d'un élévateur monte escalier type BCSP de chez ABC LIFT ou techniquement équivalent.

4.1.1 Caractéristiques principales du BCSP

- Utilisation droite ou gauche
- Utilisation en intérieur
- Dimensions de la plate forme 750 x 900 mm
- Accès frontal ou sur le côté
- Alimentation 1x 230 v
- Couleur suivant choix Architecte
- Capacité de levage 225 kg

Compris strapontin et télécommande

Compris toutes sujétions de fixations de coupes, d'ajustements et autres sujétions nécessaires pour un parfait achèvement.

Compris PV d'essais et de conformité

Compris chargement et évacuation de l'ensemble des déchets générés par la mise en œuvre de l'appareil

Position : *Elévateur PMR.*

Mode de métré : *à l'unité*

4.1.2 CONTRAT D'ENTRETIEN

L'Entrepreneur dans son offre doit l'entretien gratuit pendant une période de deux (2) ans à partir de la réception des appareils, il produira à la réception un contrat couvrant ces années d'entretien.

Pendant cette période, l'Entreprise doit procéder aux réglages définitifs et informer le personnel d'exploitation des modalités de mise en route, de conduite et d'arrêt des installations, en liaison avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

L'Entrepreneur devra par ailleurs fournir une proposition de contrat d'entretien qui prendra effet au-delà de la période citée ci-dessus.

Ce contrat de maintenance sera étudié pour une durée de 5 ans, de type normal, selon arrêté du 11 mars 1977.

Il devra comprendre les prestations suivantes :

- Visites préventives: Périodicité des visites. Méthode contrôle.
- Visites curatives : Délai d'intervention. Méthodologies de dépannage.

Définitions des prestations incluses. (Déplacement, main d'œuvre, pièces de rechange ...) Horaires, d'intervention : 24 h/24 h - 7 jour sur 7.

Intervention de dépannage : sous 2 heures maximum.

Désincarcération: sous 1 heure maximum.

Position : *Elévateur PMR.*

Mode de métré : *à l'ensemble*

4.1.3 PROTECTIONS DES OUVRAGES

Il est rappelé à l'Entrepreneur qu'il doit réaliser la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux.

Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace.

Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent lot.

Position : *Elévateur PMR.*

Mode de métré : *à l'ensemble*

4.1.4 NETTOYAGE GENERAL

L'Entrepreneur devra le nettoyage des pièces au fur et à mesure de la libération des locaux.

Tous les déchets seront évacués aux décharges publiques conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur (notamment loi W 75.633 du 15 juillet 1975, loi W 92.646 du 13 juillet 1992).

Selon la particularité des déchets produits par la présente opération, le Maître d'Œuvre devra avoir une copie des bordereaux de suivi et d'élimination desdits déchets afin de s'assurer de leur correcte évacuation.

En cas de défaillance, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage pourront faire exécuter les travaux de nettoyage aux frais et périls de chaque Entreprise, y compris pour les répercussions que cette défaillance pourrait avoir sur l'environnement.

Position : *Elévateur PMR.*

Mode de métré : *à l'ensemble*

| |
|---------------------------------------|
| Date : |
| Signature de l'Opérateur Économique : |